



**TABLE RONDE « DECIDONS DE NOTRE ALIMENTATION »
3 MARS 2018
AU SALON DE L'AGRICULTURE**

Invitée : EVE FOUILLEUX, directrice de recherche au CNRS en science politique au sein du laboratoire LISIS (Université de Paris Est Marne la Vallée) et chercheuse associée au CIRAD au sein de l'unité MOISA, à Montpellier.

En invitant une spécialiste qui a fait de la politique agricole et alimentaire son sujet de recherche, nous pensions naïvement qu'à la question « comment et où se prennent les décisions en matière d'alimentation ? » nous obtiendrions une réponse précise avec, cerise sur le gâteau, un bel organigramme ...

Nous nous retrouvons plutôt face à une nébuleuse ou des pelotes emmêlées ...au choix.

Heureux ceux qui veulent étudier la politique agricole... secteur économique circonscrit, aux acteurs identifiés et dont les lieux et niveaux de prises de décisions sont connus.

Il n'en est pas de même de la politique alimentaire qui, beaucoup plus diluée, présente des enjeux multisectoriels et activités transversales: agriculture, transformation, stockage, transport, distribution, consommation, environnement, déchets...

La complexité du thème de l'alimentation est bien illustrée par la question de l'insécurité alimentaire. Elle est le plus souvent abordée sous l'angle uniquement agricole : la seule réponse apportée serait de produire toujours plus, laissant de côté les autres dimensions du problème (santé, nutrition, inégalités, etc.). Guerres, pauvreté, dictatures génèrent l'insécurité alimentaire en maints endroits bien plus qu'un déficit de production agricole. On pourrait y ajouter la spéculation dans le cas des émeutes de la faim. La juxtaposition des mots « arme » et « alimentaire » en dit très long sur nos systèmes économiques et politiques.

Il n'existe pas à proprement parler de politique alimentaire (comparable à la PAC par exemple) ni au niveau européen, ni au niveau national, mais il se mène des politiques publiques diverses sans qu'une vision globale soit développée, ni qu'un organe se charge vraiment de leur mise cohérence.

Historiquement, ces politiques publiques se sont déployées en matière :

- de sécurité sanitaire des aliments qui mobilisent plusieurs ministères, et qui ont été réformées après l'électrochoc créé par la crise de la vache folle.
- de signes de qualité : AOP, Label Rouge et AB qui segmentent le marché en valorisant respectivement le lien au terroir, la qualité et la préservation de l'environnement.
- de plan de nutrition : « manger bouger » « 5 fruits et légumes par jour », etc.

Alors quid de notre questionnement de la démocratie dans la prise de décision ?

Comment, où, sont débattus les problèmes avec quel niveau de pluralisme ?

Comment sont associés les citoyens ?

Existe-t-il des dispositifs pour s'assurer que les rapports de force sont pris en compte et, dans la mesure du possible, contrebalancés ?

La constitution de notre 5^{ème} république nous a habitués à donner périodiquement notre avis lors des élections sur une pluralité de programmes ...et des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient d'où la désaffection pour les partis politiques. Après l'alternance de 1981, malgré les espoirs, c'est le même système de cogestion avec la FNSEA qui a été reproduit.

Depuis des décennies les décisions politiques s'internationalisent, se globalisent, s'éloignent des citoyens (UE, OMC, OCDE...) se libéralisent et surtout se privatisent .

C'est ainsi que :

- des firmes privées organisent les débats sur les politiques agricoles (Syngenta au niveau de l'UE).
- la Fondation Bill Gates et Monsanto avancent leurs pions dans les politiques publiques globales, poussant une vision très productiviste en Afrique (Nouvelle Alliance du G7 pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition).
- des dispositifs globaux de régulation des systèmes de valeur sont pilotés, sous couvert de participation et d'inclusion, par des banques ou des multinationales comme Unilever (tables rondes soja responsable, huile de palme durable...).

A cela s'ajoute une recherche scientifique qui peine à jouer son rôle de confrontation entre différentes disciplines pour poser les problèmes avec des paradigmes différents ...

Il faut se souvenir d'un rapport en 2015 sur le bio remis au 1^{er} ministre et qui préconisait d'introduire des pesticides dans le cahier des charges du bio pour rendre celui-ci plus performant ! On peut évoquer aussi l'entrée au conseil d'administration du CIRAD d'un représentant d'Avril...mais personne pour l'Agriculture paysanne.

En conclusion la solution viendra peut-être de la politique alimentaire que les collectivités territoriales doivent mener pour re-territorialiser les productions... mais se pose le problème du foncier et de leurs compétences, somme toute limitées dans le domaine agricole et alimentaire. L'alimentation peut être un puissant levier de changement de la politique agricole **si et seulement si** nous savons construire des alliances larges et non sectaires.

Les Ami.e.s de la Conf'

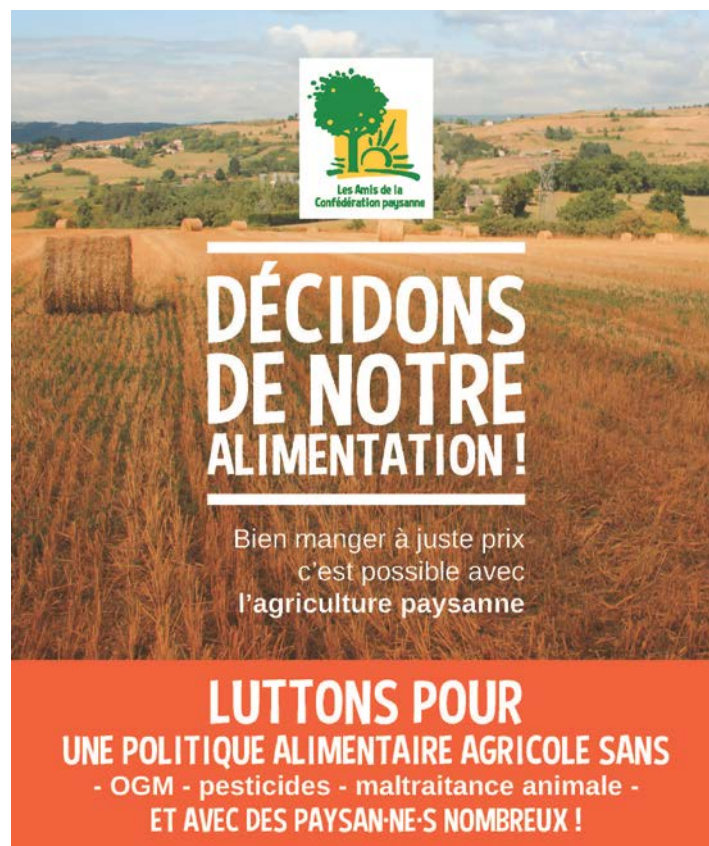


Table ronde : «Décidons de notre alimentation!»

Samedi 3 mars, 16h00 - 17h30

Sur le stand de la Confédération paysanne,
Pavillon 4 - Allée C - Stand 21